



STRATEGIE DE SATISFACTION DES BESOINS ESSENTIELS
ET PLANIFICATION DANS LES PAYS LES MOINS AVANCES

Par Jacques SCHWARTZ

I - ORIGINE

La satisfaction des besoins essentiels comme stratégie de développement pour les pays à très bas revenus (devenus depuis "PMA", pays les moins avancés) est apparue en 1976 lors de la Conférence Mondiale pour l'emploi de l'Organisation Internationale du Travail et a été recommandée dans le programme d'action qui a été adopté alors.

Il n'est pas étonnant que ce soit l'organisme des Nations-Unies s'occupant plus spécialement des "ressources humaines" qui soit à l'origine de ce programme d'action. Certes un certain accord s'était manifesté, chez les théoriciens tout au moins, pour reconnaître que les stratégies de développement et de planification pratiquées dans les P.V.D. dans les décennies 60 et 70 privilégiaient trop la croissance de la production, celle-ci étant mesurée globalement par le fameux PIB et unanimement imaginée comme le "gâteau" national à partager. Certes on commençait à insister sur l'équité dans la distribution et sur le progrès social que, pauvre traduction de l'anglais "welfare", on appelait parfois "bien-être". Mais les rectifications proposées, notamment par la Banque Mondiale, en faveur d'un développement auto-centré (développement au sein de son champ géographique et social) insistaient encore trop sur les variables quantifiables et ne savaient pas prendre "en compte" les facteurs plus ou moins bien regroupés sous le concept de qualité de la vie.

La stratégie de satisfaction des besoins essentiels n'a pas eu le succès que ses principes simples et basés sur un certain "bon sens" politique pouvaient laisser espérer. Une fois affirmé le postulat que cette stratégie devait concerner à la rigueur que les pays les moins avancés, le

ORSEOM

Fo
N° 1717
Co B

Date : 9 AOUT 1982

tout au moins ses porte-parole, l'a refusée de fait. Il la taxait de "misérabilisme" et accusait les idéologues des pays industrialisés qui la défendaient de s'en servir pour masquer le vrai débat sur le développement qui allait être abordé à l'occasion d'ONUDI III à New Delhi, celui de l'exigence d'industrialisation du Tiers-Monde.

On peut pourtant se demander, en se cantonnant volontairement, dans un premier temps, à l'aspect technique, si une méthode de planification basée sur une telle stratégie des besoins essentiels ne conviendrait pas mieux aux pays les plus démunis que celle habituellement suivie. Cette dernière, comme chacun sait, est une planification incitative, basée sur le "libéralisme planifié" et sur un objectif de croissance et de diversification de l'appareil de production, au mieux tempéré par l'introduction d'une fonction de redistribution (1).

II - L'IDENTIFICATION DES BESOINS ESSENTIELS ET LEUR INSERTION DANS LE PLAN

Le nombre et la définition des besoins considérés comme essentiels varient selon les pays où cette approche a été étudiée. Ce qui montre déjà qu'il s'agit là d'une stratégie adaptable aux conditions géo-climatiques ou au niveau de développement du pays considéré, et non d'une démarche rigide et figée.

Cinq besoins se retrouvent constamment. Ce sont :

- 1- la satisfaction des besoins alimentaires ;
- 2- la possibilité d'obtenir une instruction qui prépare à l'exercice d'une activité productive et à l'insertion dans la vie sociale ;
- 3- l'exercice d'un emploi ;
- 4- la disposition d'un logement et de son équipement ;
- 5- le droit à la santé.

(1) La référence d'une telle planification reste : J.L. FYOT : "L'expérience de la Côte d'Ivoire", n° 2 de la Collection "Méthodologie de la Planification" - Ministère de la Coopération - Paris.

A ce tronc commun viennent s'ajouter d'autres besoins en fonction du niveau économique déjà atteint par le pays et surtout de ses coutumes sociales. L'habillement sera ainsi souvent mentionné en Afrique de l'Ouest, moins par nécessité d'une protection contre les intempéries que pour tenir compte de son rôle social. Les transports peuvent aussi apparaître dans la liste des besoins, surtout dans les pays où la croissance incontrôlée des villes entraîne des migrations pendulaires journalières de plus en plus importantes pour les habitants des quartiers marginaux. L'inclusion du transport dans les besoins essentiels pose néanmoins un problème théorique, celui de savoir s'il s'agit bien d'un besoin essentiel et pas seulement de la nécessité de trouver un remède aux problèmes posés par une situation défectueuse en matière d'emploi et de logement.

Sont par contre curieusement absentes des listes la sécurité (intérieure et extérieure) et l'activité religieuse malgré l'importance que prennent d'une part les budgets de police et de défense dans l'économie nationale et d'autre part la pratique religieuse, aussi bien du point de vue individuel que du point de vue politique et même économique. Cet oubli apparaît assez significatif d'une tendance, perceptible même parmi les partisans de la stratégie de satisfaction des besoins essentiels, tendance qui limite cette stratégie à certains aspects de la vie économique et sociale et qui ne veut pas poursuivre cette démarche jusqu'à en faire une méthode globalisante. Or, la sécurité des personnes et la sécurité du territoire doivent être considérées comme des besoins essentiels et, en conséquence, il ne devrait pas y avoir de raison de les traiter à part. Il faut reconnaître que cette lacune existe dans les plans réalisés selon la méthodologie habituelle, et cela ne semble pas choquer leurs auteurs de complètement ignorer, aussi bien au niveau des investissements, des charges récurrentes, des emplois que de leurs "effets", un pan de l'économie qui représente, bon an, mal an, 20 à 30 % du budget national.

La description plus détaillée des besoins essentiels retenus permet très rapidement de préciser les choix fondamentaux de politique économique et surtout elle force à les expliciter clairement. La satisfaction des besoins alimentaires, par exemple, suppose soit l'autosuffisance alimentaire (au niveau national ou régional), soit l'intégration au marché international des produits vivriers (marché commercial ou marché de l'aide alimentaire).

Dans le cas de l'intégration au marché international, il est nécessaire de bien mettre en balance d'une part les revenus tirés des exportations des

cultures agro-industrielles et des produits industriels ou miniers et d'autre part le coût, financier mais aussi politique, d'acquisition des denrées alimentaires. Les moyens à mettre en oeuvre pour satisfaire l'objectif fixé concernant non seulement la production agricole mais aussi la commercialisation intérieure, la politique de stockage (localisation et volume des stocks), les habitudes alimentaires, l'état sanitaire, la protection maternelle et infantile, etc.

Ce raisonnement sur les besoins alimentaires, qui illustre la nécessité de dépasser largement le cadre habituel de la seule production agricole, peut être appliqué aux autres types de besoins. Il permet de montrer que l'instruction est plus que la seule éducation nationale, surtout dans les pays où le taux de scolarisation est loin d'atteindre 100 %, que l'emploi est lié en amont à l'instruction et en aval à la distribution comme à l'aménagement du territoire, que le logement fait partie intégrante de l'urbanisme, etc.

Dès lors, il apparaît que le découpage sectoriel de l'activité économique, qui est celui, très contraignant, en vigueur dans l'administration, ne peut convenir à un processus de planification basé sur la stratégie de satisfaction des besoins essentiels. Pas plus d'ailleurs qu'il ne convenait quand on cherchait à promouvoir au niveau régional les "projets de développement intégré". Ceci revêt une importance fondamentale pour la méthode de planification.

Tous ces thèmes ne sont pourtant pas absents du discours économique et politique. Souvent même ils figurent comme "missions du plan" dans l'introduction politique des documents du Plan. Mais, dès les premiers chapitres, on en revient à la démarche sectorielle. Les discours politiques font de même un grand usage de ces thèmes, indépendamment du plan et en des occasions bien spécifiques : le 1er mai est ainsi l'occasion d'un discours sur l'emploi, l'ouverture de l'année universitaire d'une dissertation sur l'instruction, l'ouverture d'un silo de stockage d'une évocation du spectre de la famine et de ce qu'il faut faire pour l'éviter, etc. Mais ces discours-programmes n'ont que peu d'influence sur la pratique des planificateurs.

III - CONSEQUENCES PRATIQUES SUR LA METHODOLOGIE DE PLANIFICATION

L'idée qui prévaut derrière la stratégie de satisfaction des besoins essentiels est celle d'un modèle de société où les ménages ont un rôle prédominant. Les ménages sont considérés essentiellement comme consommateurs de biens et services, mais ceux-ci ne sont pas uniquement marchands. L'introduction de facteurs qualitatifs plus nombreux impose au planificateur, et surtout au macro-économiste dont l'outil de base est la Comptabilité Nationale, de raisonner différemment.

Le paradoxe, maintenant devenu classique, du chef de ménage qui fait baisser le PIB en épousant sa cuisinière, apparaît élémentaire si on le compare à celui de la consommation de biens et services de santé qui n'est pas synonyme, bien au contraire, de l'amélioration de l'état de santé. De nombreux exemples analogues apparaîtront à la faveur d'une démarche prenant en considération les besoins essentiels. Ils concernent la qualité et la valeur sociale des aliments ; la formation des autodidactes ou l'apprentissage "sur le tas" au sein du secteur informel ; la richesse de la vie sociale ; l'environnement du logement et en particulier la diminution des services de transport du fait d'un urbanisme réussi, etc.

La priorité accordée aux besoins de la population ne doit pas être confondue avec l'intérêt nouveau que l'on porte dans les pays industrialisés, ceux à économie planifiée comme ceux à économie de marché, au consommateur ... solvable. Il ne s'agit pas seulement ici, on l'aura compris, de la seule consommation de biens et services marchands.

Il y a d'ailleurs lieu de s'interroger à ce propos sur le concept de "ménage" tel qu'il est utilisé dans la Comptabilité Nationale. A ne faire qu'un seul compte global de l'agent "ménages", on donne prise aux réticences de certaines couches sociales, les plus favorisées, dont font partie d'ailleurs ceux qui décident de la politique de développement, vis-à-vis de la stratégie de satisfaction des besoins essentiels.

Une crainte de nivellement par la base apparaît, renforcée par la vision homogénéisante et standardisante de la Comptabilité Nationale qui fait du PIB global une sorte de gâteau à se partager, en ignorant les mécanismes et les comportements qui, au sein même des processus de production et de répartition, sont source d'expansion. Faute d'une représentation dynamique de l'économie nationale, les

couches sociales supérieures vont avoir tendance à confondre satisfaction des besoins essentiels (pour tous) et blocage de la croissance de leur niveau de vie tant que les couches les plus pauvres n'auront pas atteint un niveau de vie acceptable.

Un modèle de société est en fait beaucoup plus riche qu'un modèle fondé sur un taux de croissance prévisionnel du PIB, même détaillé en taux de croissance sectoriels et augmenté d'objectifs et de missions assignés à la prochaine période, ce à quoi se résument de plus en plus les documents généraux des Plans.

Pour reprendre les catégories de la Comptabilité Nationale, on pourrait définir un modèle de société comme un ensemble de vecteurs de consommation correspondant aux différents types de ménages présents dans le pays, augmenté d'un certain nombre d'indicateurs sociaux, quantifiables (en particulier ceux exprimant la dispersion à l'intérieur de chaque type) ou qualitatifs, ces indicateurs étant justement ceux traduisant le niveau de satisfaction des besoins considérés comme essentiels pour chacun des types. Ces types de ménages doivent de même être connus et projetés en effectifs, en tenant compte de leur croissance "naturelle" (sur des bases démographiques), mais aussi des transferts entre ces types.

On est ainsi amené à considérer des besoins essentiels par types de ménages ou par couches sociales.

Ces considérations ont deux conséquences immédiates sur la méthodologie de la planification.

Tout d'abord et bien évidemment, la Comptabilité Nationale doit présenter les comptes des diverses catégories de ménages retenus, en allant plus loin que les quelques tentatives déjà amorcées pour distinguer ménages ruraux et ménages urbains.

De plus, la projection du Tableau Economique d'Ensemble (T.E.E.) doit, dans cette optique, avoir un certain caractère normatif.

Les vecteurs représentant les objectifs de consommation pour chacun des types de ménages permettent de remonter au niveau souhaitable pour la production de chacune des branches, et d'appliquer les méthodes classiques d'identification

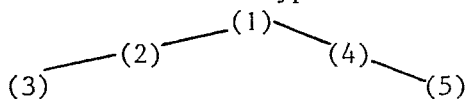
des goulots d'étranglement. Ces goulots, physiques, financiers, monétaires, sont liés au respect des contraintes de commerce extérieur et de niveau d'inflation (1).

L'identification comme l'évaluation des programmes et des projets seraient d'ailleurs elles-mêmes facilitées puisqu'elles se feraient en fonction de l'intérêt, mesurable, de ces programmes et projets pour les différentes catégories de ménages.

La méthode des effets, utilisée pour apprécier les incidences macro-économiques des projets de développement, devrait s'en trouver considérablement enrichie. En utilisant le même principe technique (décomposition des investissements et de la valeur ajoutée selon la grille du Tableau Economique d'Ensemble) et en prenant certaines précautions (prise en compte de phénomènes de saturation pour certains types de ménages et pour certaines consommations, ou, au contraire, phénomènes d'exclusion pour des raisons autres que le niveau du pouvoir d'achat), il devrait être possible d'analyser ex ante les effets d'un projet sur le niveau et la structure de la consommation de chaque catégorie de ménages (2).

L'analyse risque cependant de ne pas être simple, en particulier du fait que la typologie des ménages retenue, si elle est hiérarchisée, n'est certainement pas totalement ordonnée (3). Un projet ne peut, en conséquence, être retenu

-
- (1) Dans cette optique, ces contraintes d'équilibre (ou de déséquilibre contrôlé) du commerce extérieur et des prix restent des contraintes. Elles n'ont pas à se transformer, comme cela devient la tendance dans de nombreux plans, en objectifs prioritaires.
 - (2) Ainsi appliquée, la méthode des effets aurait l'intérêt de recentrer l'attention sur la consommation des ménages alors que, de plus en plus, on l'utilise pour calculer l'influence globale d'un projet sur le commerce extérieur.
 - (3) On peut prendre comme exemple schématique une population de ménages où cinq types ont été identifiés (1) les ménages urbains à modèle de consommation européen, (2) les ménages urbains à revenus réguliers, (3) les ménages urbains à revenus faibles et irréguliers, (4) les ménages ruraux pratiquant une culture de rente, (5) les ménages ruraux ne pratiquant pas de culture de rente. Si l'on peut admettre une hiérarchie du type :



on ne peut par contre, comparer les niveaux (2), (3) et les niveaux (4) et (5).

ou rejeté selon des critères quantifiables aussi simples que dans le cas d'application classique où c'est le niveau de la valeur ajoutée intérieure qui est retenu. On se retrouve en particulier confronté au même problème théorique que celui, en micro-économie, des optimum au sens de Koopmans et de la construction d'une fonction d'utilité collective. Mais la méthode devrait aussi permettre de mettre en évidence et d'exhiber des projets de compensation rendus nécessaires par l'existence de projets ne profitant qu'à certains types de ménages.

La deuxième conséquence majeure sur la méthodologie de la planification c'est, pour les programmes destinés à la satisfaction des besoins essentiels, la nécessité de recourir systématiquement à des procédures de rationalisation des choix budgétaires. Ceci s'avère obligatoire dès lors que plusieurs départements ministériels sont concernés et qu'une approche sectorielle est insuffisante. Ces procédures, outre l'identification de tous les paramètres qui entrent en compte et la quantification des objectifs (lorsque cela est possible), doivent permettre de retenir les indicateurs qui devront être suivis au cours de l'exécution des programmes.

Il faut ici noter une particularité de la stratégie de satisfaction des besoins essentiels. Elle accorde une importance très grande à la sécurité (sécurité alimentaire, de l'emploi, du logement, etc.). En conséquence, plutôt que de chercher à maximiser une production à l'année terminale du plan, ou encore à maximiser une moyenne (c'est-à-dire une espérance mathématique) de production sur cinq années (pour les productions soumises à de fortes influences extérieures ou à des aléas climatiques), on cherchera à maximiser une espérance mathématique sous contrainte de niveau minimal garanti de production (1).

(1) On peut reprendre l'exemple relatif à la satisfaction des besoins alimentaires. En matière de production agricole, l'habitude consiste à fixer comme objectif une production moyenne pour les années du plan (pour tenir compte des aléas climatiques). La recherche de l'optimum de production peut conduire à adopter des méthodes culturales qui maximisent l'espérance mathématique de production (monoculture) mais qui acceptent un risque de production quasi-nulle. La stratégie opposée peut au contraire consister à ne pas retenir la méthode culturale la plus productive, mais celle qui assure un niveau minimal garanti (association de cultures, utilisation simultanée de variétés hâtives et tardives) fixé en fonction du niveau des stocks ou du temps minimal nécessaire pour acheminer une aide alimentaire. Cette deuxième façon satisfait beaucoup mieux l'objectif de satisfaction des besoins alimentaires.

IV - QUELS BESOINS EN INFORMATION STATISTIQUE DANS LE CADRE D'UNE METHODOLOGIE DE PLANIFICATION REPOSANT SUR LA STRATEGIE DE SATISFACTION DES BESOINS ESSENTIELS ? (1)

Le planificateur va immédiatement ressentir les insuffisances de la Comptabilité Nationale et les difficultés que celle-ci éprouvera à lui fournir les tableaux statistiques indispensables, en particulier le TEE avec plusieurs colonnes pour les ménages.

Si, avec l'enquête annuelle auprès des entreprises, des commerces et des administrations, le comptable national a un outil maintenant au point (à condition que le plan comptable national soit bien appliqué) pour remplir les branches relatives aux entreprises, si les statistiques du commerce extérieur et celles des administrations et des institutions financières sont fiables, la situation est beaucoup moins favorable pour établir le compte des ménages. Bien souvent, celui-ci est obtenu par solde, solde que permettent tout juste de caler de façon périodique les trop rares enquêtes budget-consommation.

Or, si à la limite une colonne peut être remplie par solde, il ne peut en être de même pour les diverses colonnes correspondant aux divers types de ménages retenus. L'enquête budget-consommation prend ainsi une dimension toute différente pour le comptable national qui ne l'utilisera plus seulement pour réaliser la cohérence interne de ses tableaux. L'enquête auprès des ménages devient tout aussi déterminante que l'enquête industrielle annuelle pour élaborer les comptes nationaux.

Il n'est pas question pour autant de rendre cette enquête annuelle, tout au moins sous sa forme classique. Comme la fréquence décennale est, elle, nettement insuffisante, une fréquence égale à celle des Plans devrait s'imposer (tous les cinq ans dans un grand nombre de pays).

(1) Cette partie devrait être beaucoup plus développée que ne le laisserait supposer les trois pages qui lui sont réservées dans cette synthèse. On peut cependant signaler aux lecteurs intéressés que le Groupe AMIRA (Amélioration des Méthodes d'Investigation en Milieu Rural Africain), dont le Secrétariat est au Service de Coopération de l'INSEE, a produit un certain nombre de travaux qui trouvent parfaitement leur place dans une planification axée sur la stratégie de satisfaction des besoins essentiels (en particulier les travaux relatifs aux "Fichiers de Village", aux indicateurs de transition et aux systèmes d'enquêtes intégrées).

Cette enquête devrait naturellement faire ressortir la typologie des ménages qui sera finalement utilisée pour décrire et projeter les modes de consommation des ménages.

Une telle typologie ne pourra elle-même être déterminée qu'après une première enquête descriptive, même si au départ on a recours à une classification a priori largement intuitive (ne serait-ce que pour définir les critères de stratification lors de la mise au point du plan de sondage de l'enquête). Pour établir cette typologie, le statisticien pourra utiliser les puissantes méthodes d'analyse des données mises au point ces dernières années (analyse factorielle, analyse matricielle "Bertin", analyse graphique). Pour l'année de réalisation de l'enquête, un TEE descriptif particulièrement détaillé pourra ainsi être élaboré. Ce TEE "idéal" ne pourra pas être reconstruit chaque année mais il existera pour l'année de référence du Plan (1).

Outre ce TEE descriptif détaillé, doit être construit le TEE normatif projeté à l'année horizon du futur plan (dernière année d'exécution du prochain plan, ou année médiane). Pour ce faire, le planificateur devra disposer d'informations beaucoup plus nombreuses que celles qu'il a habituellement (les dossiers de projets). Il devra, en particulier, avoir des données sur les élasticités de

(1) Cette année de référence ne sera plus comme auparavant la dernière année d'exécution du Plan. Dans le cas d'un plan quinquennal, on aura intérêt à prendre la troisième année (centrale) du plan précédent comme année de référence, pour tenir compte des délais d'exploitation de l'enquête, délais que l'on devra raccourcir au maximum, et du temps nécessaire à la confection des comptes nationaux, à leur diffusion et à leur explication. La maîtrise de la lecture des tableaux de la Comptabilité Nationale par un beaucoup plus grand nombre de décideurs est aussi nécessaire pour que toute la démarche du planificateur soit comprise.

substitution de produits et services par catégories de ménages et sur les mouvements prévisibles ou souhaités, faisant passer des ménages d'une catégorie à une autre (1).

L'enquête auprès des ménages, portant sur les revenus et leur utilisation, devrait donc voir son rôle considérablement augmenté et occuper une position centrale dans l'arsenal d'investigation statistique. On ne devrait plus considérer qu'elle ne sert en fait qu'à calculer les pondérations d'un indice des prix à la consommation (2).

-
- (1) Il n'est pas sûr que les résultats des enquêtes classiques auprès des ménages puissent permettre de calculer ces élasticités de substitution, en particulier pour les produits pour lesquels la dépense est très variable d'un ménage à l'autre et pour les dépenses impliquant des engagements financiers portant sur de longues périodes (acquisition d'un logement ou d'une voiture par exemple). Pour ces dépenses de caractère exceptionnel, il convient d'accroître la taille des échantillons de ménages enquêtés et d'allonger la période de référence grâce à des passages trimestriels voire annuels et à des questionnaires rétrospectifs.

La psychologie économique, encore balbutiante, devrait aussi avoir un rôle important à jouer pour juger de la cohérence des modèles de consommation par types de ménages retenus dans le TEE projeté. On ne peut se contenter de l'assertion selon laquelle les ménages aspirent à avoir le modèle de consommation de la couche sociale immédiatement supérieure pour réaliser de telles projections. Ceci est vrai en particulier pour les grosses dépenses d'investissement (quand et pourquoi franchit-on le seuil qui fait passer par exemple de locataire à propriétaire de son logement ?), ainsi que pour les phénomènes de saturation ou d'exclusion déjà cités.

- (2) Si l'on admet, au contraire, que le TEE projeté pour l'année terminale du plan peut avoir un certain caractère normatif, on peut même se permettre de remplacer cet indice des prix à la consommation par des budgets-types pour chaque catégorie de ménages, budgets-types représentant les vecteurs de consommation du TEE projeté.

Parallèlement à l'amélioration de la Comptabilité Nationale, une action devrait être entreprise pour identifier et suivre les indicateurs de réalisation des objectifs prioritaires (les besoins essentiels). Il s'agit là d'une démarche beaucoup plus classique et qui a déjà fait l'objet d'application chaque fois que des procédures de rationalisation des choix budgétaires ont été mises en vigueur. Certains indicateurs, tels que l'espérance de vie à la naissance, le taux de mortalité infantile, les taux de scolarisation (taux moyen et taux à l'entrée en première année du primaire) sont maintenant couramment utilisés.

Mais, on peut penser qu'une procédure de Rationalisation des Choix Budgétaires, si elle est bien conduite, devrait permettre d'identifier des indicateurs significatifs de la stratégie de développement suivie, en beaucoup plus grand nombre. Il importerait alors de suivre l'évolution de ces indicateurs, en valeur absolue comme en valeur relative, pour les différents groupes sociaux retenus.

Les fichiers de village (ou ce qui en tient lieu dans les pays où ces structures spatiales n'existent pas) sont des instruments méthodologiques qui paraissent bien adaptés aux types d'informations et d'analyses que l'on veut promouvoir dans le cadre d'une stratégie de satisfaction des besoins essentiels. Ils permettent une représentation fine et décentralisée des réalités, d'autant plus utile qu'elle se prête à une expression graphique comme à un travail d'analyse des facteurs explicatifs de certaines variables (1).

(1) En reprenant à nouveau l'exemple des besoins alimentaires, la confrontation de cartes représentant d'une part le niveau théorique de satisfaction des besoins caloriques et protéiques et, d'autre part, l'implantation et la fréquentation des centres nutritionnels, la ration calorique ou protéique effective, les axes de communication et les circuits de commercialisation, les zones de cultures d'exportation, etc, donne un meilleur éclairage sur la malnutrition que les statistiques agricoles classiques. Là encore, d'ailleurs, le recours aux méthodes de l'analyse factorielle s'avère indispensable.

V - CONCLUSION SOMMAIRE

Ce premier approfondissement des conséquences de l'adoption éventuelle de la stratégie de satisfaction des besoins essentiels sur la méthodologie de la planification et de l'investigation statistique montre l'importance que devrait prendre une Comptabilité Nationale basée sur une enquête auprès des ménages à périodicité plus rapprochée et à objectifs repensés. L'accent a aussi été mis sur l'intérêt qu'il y a à adopter des procédures de rationalisation des choix budgétaires qui doivent déboucher sur ces fameux indicateurs de transition dont l'intérêt se fait de plus en plus sentir. Enfin, rien ne prouve que le coût financier d'une telle méthodologie de planification soit plus élevé que celui découlant de la pratique actuelle.